

Les jeunes socialistes militent contre le traité

LE MONDE | 29.09.04 | 14h04

Le MJS est dominé par les courants minoritaires du PS.

La turbulente famille du PS compte aussi dans ses rangs des rejetons plutôt opposés au projet de Constitution européenne. Le Mouvement des jeunes socialistes (MJS), autonome depuis 1994, dispose de sa propre direction, de son propre bureau national et organise ses propres congrès. Mais parmi les 6 000 militants qu'il revendique, 2 760 sont adhérents au PS et participeront au référendum interne prévu au début décembre dans les sections socialistes. Dans cette pépinière censée préparer les futurs cadres du PS, le débat prend aussi de l'ampleur, d'autant que le MJS, dominé par les courants minoritaires Nouveau Parti socialiste (NPS) et Nouveau Monde, doit composer avec de jeunes partisans du "oui" très actifs, qui se réclament de Dominique Strauss-Kahn.

Président de l'organisation depuis le congrès de Lamoura, en décembre 2003, David Lebon, étudiant en histoire politique âgé de 27 ans, affirme que des divisions sur la question européenne, au sein du MJS étaient déjà apparues lorsque Lionel Jospin était premier ministre. *"Nous n'avons pas beaucoup de raisons, nous, socialistes, d'être fiers de la construction européenne"*, juge-t-il. Dans un texte intitulé : *"Cette Europe n'est pas la nôtre"*, le MJS avait très vite pris position contre le projet de Constitution européenne, dès la première version du texte, issue des travaux de la Convention que présidait Valéry Giscard d'Estaing. *"Nous voulons qu'un nouveau contrat entre l'Union européenne et les peuples qui l'habitent soit mis en place"*, indiquait ce document, mettant notamment l'accent sur *"l'harmonisation vers le haut des droits sociaux"*, la *"défense et - la - mise en place de services publics"*, ainsi que la *"mise en œuvre de politiques communes pour l'emploi, pour l'environnement, le développement durable"*.

Il y a un an, lors du congrès de Lamoura, plutôt chahuté (*Le Monde* du 16 décembre 2003), le texte d'orientation, adopté par 83 % des adhérents, ouvrait son chapitre consacré à l'Europe sur ces mots : *"le temps du doute"*. *"Les Européens ont collectivement adopté le modèle libéral, faisant le pari que l'intégration économique produirait nécessairement l'intégration politique. Force est de constater que ce pari est aujourd'hui perdu (...). La logique de compromis est épuisée"*, pouvait-on lire.

HOMOLOGUES EUROPÉENS

Sous l'influence des courants minoritaires, et plus récemment des jeunes fabiusiens désormais sur la même ligne, le "non" serait donc majoritaire au sein du MJS. Son président l'affirme : *"Sur les 40 membres de notre bureau national, 32 sont contre -le projet de traité -"*. Dans l'éditorial de la revue bimestrielle de l'organisation, *Conquêtes*, datée juillet-août, il écrit : *"Défendre les intérêts des jeunes en situation de précarité, des exclus, des chômeurs, des classes moyennes, nous impose, sans plaisir, et avec gravité, de répondre non au référendum."* Pour M. Lebon, c'est quasiment une *"question générationnelle"*. Une majorité de jeunes, à l'en croire, souhaiterait *"changer de méthode pour la construction européenne"*. *"Aujourd'hui, ce traité, précise-t-il, ne peut pas conduire à l'Europe fédérale que nous souhaitons. En tous cas, les partisans du "oui" ne la défendent pas."*

Alors que François Hollande invoque le risque d'isolement des socialistes français parmi leurs homologues européens, le MJS conteste être coupé des autres organisations : aux Pays-Bas, en Suède, en Autriche, en Slovaquie, en Estonie, à Malte et en Allemagne avec les "faucons rouges", les mouvements de jeunes militeraient pour *"une autre"* Constitution. *"Les seuls à avoir pris clairement position pour, ce sont les Anglais"*, souligne M. Lebon, qui ajoute : *"L'argument de l'isolement est faux car les directions des autres partis ont pris position sans demander l'avis de leurs adhérents. Hollande, par exemple, a dit "oui" mais son parti est en train de débattre."* Le dirigeant du MJS prend

toutefois soin d'épargner M. Hollande. *"C'est un bon premier secrétaire, dit-il. On n'a aucun problème avec lui, mais nous avons une divergence de vue."*

Isabelle Mandraud

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 30.09.04